Extrait du CADTM

http://cadtm.org/Honduras-Du-coup-d-Etat-aux

Honduras. Du coup d'État aux élections frauduleuses

- Français -

Date de mise en ligne : mardi 16 mars 2010

CADTM

Comme nous l'avons signalé antérieurement, en raison de l'isolement international et de la résistance populaire, les putschistes honduriens ont trouvé dans les élections de novembre dernier une alternative pour surmonter la crise et une manière d'empêcher le retour au pouvoir du président déchu Manuel Zelaya. En ce sens, les secteurs conservateurs et réactionnaires du pays ont découvert en Porfirio Lobo Sosa, le candidat idéal : un propriétaire terrien et entrepreneur de la région d'Olancho, membre du Parti National -pour lequel il a été trois fois député- et surtout, un dirigeant qui a appuyé le coup d'État contre Zelaya et soutenu les actions de Roberto Michelleti.

Tout cela a également été rendu possible grâce à l'appui et la complaisance offerts par l'armée hondurienne, les médias, la hiérarchie catholique, l'oligarchie nationale et régionale, ainsi que le gouvernement des États-Unis. Derrière cette crise politique, il y la peur des classes dominantes face aux regains de luttes collectives, tout comme une crainte de l'avancée des idées bolivariennes dans la région. Autrement dit, un mouvement social et politique qui mettait en danger le status quo et rendait nécessaire à leurs yeux son élimination à tout prix, y compris par une répression étatique accrue. Pour illustrer cette mentalité de l'oligarchie en Amérique centrale, on peut citer la "visite de courtoisie" qu'ont réalisée vingt-cinq représentants du secteur patronal guatémaltèque au gouvernement putschiste de Michelleti en août, malgré la condamnation unanime de la « communauté internationale », particulièrement des pays membres de l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA) et de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). D'autre part, soulignons que l'administration de Barack Obama a implicitement appuyé le coup d'État, accordant la même importance aux négociations avec les putschistes qu'avec le gouvernement de Zelaya. Elle a d'ailleurs retardé les processus de négociation après avoir cherché la médiation du président conservateur Oscar Arias (Costa Rica) et, sans surprise, Washington a donné son aval aux élections présidentielles organisées ensuite.

Votre navigateur ne gère peut-être pas l'affichage de cette image. Ainsi, les élections du 29 novembre dernier se sont tenues sous un régime putschiste marqué par les disparitions extrajudiciaires, les meurtres, la répression et la torture. En outre, ces élections se sont déroulées sans la reconnaissance du peuple hondurien mobilisé et d'une grande partie de la communauté internationale. Initialement, seuls les gouvernements des États-Unis, du Panama, de la Colombie et de la République dominicaine ont reconnu les résultats électoraux : une marée abstentionniste (environ 60%) de laquelle « Pepe Lobo » est sorti « gagnant ». Quant à l'Union Européenne, plutôt que de s'intéresser au retour à un ordre constitutionnel, elle se préoccupe davantage de la stagnation des négociations autour des Accords d'Association qui doivent déboucher sur la signature de traités de libre commerce avec l'Amérique centrale. Jusqu'à présent, la France et l'Espagne ont reconnu le gouvernement né de ces élections frauduleuses.

Pourtant, la résistance populaire continue : différentes organisations étudiantes, sociales, paysannes, indiennes, syndicales et de femmes ont réussi à converger dans le Front national de résistance populaire contre le coup d'État (FNRP), non seulement pour dénoncer la rupture de l'ordre démocratique, mais aussi pour élargir les demandes du peuple hondurien : poursuite et approfondissement des reformes sociales, réalisation d'un référendum populaire et instauration d'une Assemblée Nationale Constituante. Une minorité de secteurs sociaux et de partis politiques de gauche qui considéraient nécessaires de participer malgré tout aux élections passées, se retrouvent aujourd'hui aux côtés du gouvernement de Porfirio Lobos. Cette attitude opportuniste est par exemple celle de Marvin Ponce, qui après avoir été élu député pour Unification Démocratique (centre gauche) a fait un virement à droite et ainsi affaiblit l'unité créé entre mouvements sociaux et les partis de gauche qui soutiennent les revendications du FNRP.

Sur le plan international, les actions de solidarité avec le peuple hondurien se poursuivent nous seulement en Amérique latine mais également en Grèce, en Italie, en Espagne ou en France, grâce à l'organisation de meetings de solidarité, de rassemblements dénonçant les violations des droits de l'homme de la part des forces armées et des groupes paramilitaires, ainsi que de forums ou de débats sur les implications politiques du premier coup d'État du XXIe siècle. En France, le travail d'Alerte Honduras, aux cotés d'autres associations de solidarité, est un exemple de cette internationalisation des luttes. Plus que jamais, il est nécessaire de soutenir les mobilisations populaires

honduriennes et de suivre le travail infatigable du Front national de résistance, et ce malgré le harcèlement constant des forces de police depuis plus de huit mois. Leur travail consiste maintenant à organiser et à mobiliser la population hondurienne, en mettant en évidence le fait que les élections du 29 novembre ne constituent en aucun cas une sortie de crise mais plutôt son prolongement au service de l'oligarchie.

Source : Amériques latines en lutte